

La digitalisation et son rôle dans la modernisation de l'administration publique au Niger

Digitalization and its role in modernizing public administration in Niger

DALLA AZIMI Mahamadou

Master 2 en Administration Publique

Master 2 en Réseaux et Télécommunications

Commissaire de Police Spécialiste de Cybercriminalité
Niger

Dr OUMAROU Garba

Maitre-Assistant

Université André Salifou de Zinder

Laboratoire Lettres, Education et Communication
Niger

Date de soumission : 27/03/2024

Date d'acceptation : 11/05/2024

Pour citer cet article :

DALLA. M. & OUMAROU G. (2024). «La digitalisation et son rôle dans la modernisation de l'administration publique au Niger» », Revue Internationale du chercheur « Volume 5 : Numéro 2 » pp : 463-480

Résumé

C'est un truisme de dire, à cette ère du vingt-unième siècle, que le processus de la modernisation est une réalité incontestable dans tous les secteurs de la vie humaine. La généralisation de cette dynamique de modernisation s'explique notamment par le développement avancé de la technologie moderne. Ainsi, dans le secteur de l'administration publique, cette modernisation se traduit par une logique de digitalisation, c'est-à-dire par la valorisation du numérique. En Afrique et plus précisément au Niger, la question du numérique présente des grandes opportunités. En effet, des perspectives se dessinent dans la numérisation de l'administration nigérienne et se caractérise par la mise en place des structures, le développement des initiatives novatrices et surtout la bonne volonté des autorités politiques. Ce texte qui s'appuie sur une approche analytique, entend mettre en exergue les perspectives et les défis liés à ce processus de modernisation administrative au Niger. L'environnement numérique nigérien présente de nombreuses opportunités et il y a lieu de saluer l'avancée faite au Niger en matière du développement des TIC. Cependant, la mise en place effective de l'administration digitale nécessite une forte implication des citoyens, un changement de mentalité, un investissement considérable et un cadre stratégique et organisationnel dédié.

Mots clés : administration publique ; digitalisation ; modernisation ; Niger ; TIC.

Abstract

It's a truism to say, in the twenty-first century, that the process of modernization is an undeniable reality in all sectors of human life. The spread of this modernization dynamic can be explained in particular by the advanced development of modern technology. In the public administration sector, this modernization is reflected in the logic of digitization, i.e., the development of digital technology. In Africa, and more specifically in Niger, the issue of digital technology presents great opportunities. Indeed, the digitization of Niger's public administration is taking shape, and is characterized by the establishment of structures, the development of innovative initiatives and, above all, the goodwill of the political authorities. This text, based on an analytical approach, aims to highlight the prospects and challenges associated with this process of administrative modernization in Niger. Niger's digital environment offers many opportunities, and the country's progress in ICT development is to be applauded. However, the effective implementation of digital administration requires strong citizen involvement, a change in mentality, considerable investment and a dedicated strategic and organizational framework.

Keywords : public administration ; digitization ; modernization ; Niger ; ICT.

Introduction

A l'ère du vingt-unième siècle, avec l'avènement de la technologie moderne avancée, les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) ont sérieusement bouleversé la vie en société. Cette situation se fait aussi bien sentir dans les interactions des hommes au sein des espaces publics que dans l'exécution des tâches administratives dévolues aux citoyens. C'est ainsi que l'usage des TIC a entraîné un changement sans précédent dans la nature des relations que l'administration entretient avec les usagers. La transformation digitale a pris une importance croissante dans le domaine de la modernisation et de la réforme de l'administration publique à l'échelle mondiale. De nombreux pays cherchent à moderniser leurs systèmes administratifs en adoptant les Technologies de l'Information et de la Communication (T.I.C) pour ainsi améliorer l'efficacité, la transparence et la qualité des services publics (Brahim, et al., 2023). Il est loisible de rappeler que depuis des décennies, les autorités gouvernementales des pays africains ont engagé un processus de digitalisation des administrations. Des services numériques ont été institués, permettant ainsi aux usagers facilitant l'accès à l'information et simplifiant les procédures administratives. Cela permet sans nul doute de rapprocher le citoyen de l'administration publique. La crise sanitaire de la COVID-19 a mis au clair les insuffisances de nos institutions publiques et a démontré l'impérieuse nécessité de la digitalisation de l'administration. En postériori de cette crise, il faut tirer des leçons et capitaliser les expériences pour construire ce que l'on appelle la « résilience digitale ». Un concept qui consiste à renforcer la capacité d'une organisation à résister à des chocs et à s'adapter à de nouvelles conditions. Elle repose sur l'idée de tirer des expériences passées pour mieux se préparer à l'avenir (Laamraoui, et al., 2023). Les gouvernements sont aujourd'hui contraints d'identifier et d'établir des programmes de modernisation de l'administration publique et de pouvoir réagir de façon optimale aux demandes du marché et du développement ambiant économique et social. Il est question d'établir des mécanismes et une culture entièrement innovante de prestation des services publics ordinaires. Dans cette perspective, les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) représentent indubitablement un instrument essentiel dans la modernisation du service public (Belghiti, et al., 2022).

En effet, la modernisation de l'administration publique est l'une des orientations stratégiques des pouvoirs publics pour la mise à niveau de l'administration afin qu'elle soit au service des usagers en leur assurant un service de qualité. Avec l'évolution rapide des technologies de l'information et communication, ont plus que jamais orienté la stratégie de modernisation vers l'intégration des technologies informatique et numérique dans le processus organisationnel des

administrations publiques. La transformation digitale présente des procédés pour réduire les dépenses de l'État et améliorer le fonctionnement global des institutions publiques et améliorer leurs missions (Benazzou, 2022). Toutefois, il faut noter que cette digitalisation de l'administration publique intervient dans un contexte où l'administration publique des pays sous-développés, comme le Niger fait face à des défis multiples et multiformes, dont la lourdeur administrative, l'inefficacité, la non transparence, et l'inadaptation face aux catastrophes naturelles et les pandémies mondiales, etc.

A l'instar de plusieurs pays du monde, l'administration publique nigérienne a, depuis 2021, accéléré le processus de digitalisation de ses services et procédures. Ainsi, le Gouvernement ambitionne de : « porter le taux de pénétration mobile à 100% et celui de l'internet haut débit à 66% ; faire du Niger un carrefour d'interconnexion en matière de fibre optique de la sous-région et moderniser le domaine de la gouvernance à travers le e-gouvernement ; connecter le monde rural à travers l'accompagnement des structures et institutions de l'Etat à la réalisation de leurs e-stratégies ; désenclaver numériquement les villages administratifs du Niger, promouvoir l'usage des e-services en zones urbaines et rurales pour booster, notamment l'inclusion financière ; créer un environnement favorable au développement local du contenu numérique et l'accompagnement des start-up locales ; et élaborer et mettre en œuvre la stratégie nationale de cyber sécurité »¹.

La méthodologie adoptée nous permet de collecter les données nécessaires nous permettant d'étudier le rôle de la digitalisation dans la modernisation de l'administration publique nigérienne. Notre article a pour objectif de contribuer à la modernisation de l'administration publique nigérienne par la digitalisation. Ainsi, notre problématique à savoir la digitalisation et son rôle dans la modernisation de l'administration publique nous amène à poser la question centrale suivante : « Comment la transformation digitale contribuera-t-elle à moderniser l'administration publique nigérienne ? » Parler de cette problématique centrale nous amène essentiellement à poser de nombreuses interrogations que nous essaierons d'y répondre à travers cette étude : L'administration publique nigérienne tire-t-elle vraiment parti de l'ensemble des opportunités proposées par la digitalisation afin de mieux se réorganiser et se moderniser ? Quelle est la réalité actuelle de la digitalisation de cette administration ? Quelles sont les opportunités et les menaces qui y sont liées ? Dans l'optique de donner suite à ces préoccupations, le plan du travail est scindé en trois grandes parties. Dans un premier temps, il

¹ Premier Ministre, Déclaration de la Politique Générale du Gouvernement du Niger, le 15 mai 2021, page 20.

s'agit d'explorer l'état de l'art de la digitalisation de l'administration publique. Ceci nous permettra d'exposer dans un cadre général et selon la littérature, la définition des concepts, les avantages de la digitalisation, le passage d'une administration traditionnelle à une administration digitale. Secundo, il va s'agir de faire l'état des lieux de la digitalisation de l'administration publique nigérienne. Enfin, il va s'agir pour nous d'analyser l'environnement digital de l'administration publique nigérienne et c'est à ce niveau que nous faisons usage de la matrice SWOT² afin d'aider à une prise de décision éclairée.

1. Méthodologie adoptée

Nous adoptons une approche documentaire pour explorer le concept de la transformation digitale dans l'administration publique. À travers une revue de la littérature existante, nous examinerons les multiples dimensions de la transformation digitale, en mettant l'accent sur les perspectives dans le passage à l'administration digitale, modernisation des organisations publiques et la définition des concepts en lien avec notre thématique. Nous analysons des recherches provenant de diverses disciplines, y compris la psychologie, la sociologie, la technologie de l'informatique, le management, l'administration, pour éclairer notre compréhension de la transformation digitale de l'administration publique dans un cadre général avant d'aborder le cas particulier de l'administration nigérienne. En ce qui concerne le cadre spécifique de l'administration nigérienne, nous avons effectué des entretiens guidés dirigés vers les responsables administratifs, les employés et les usagers, et des constats sur certaines pratiques de l'administration traditionnelle. Nous avons également collecté des données dans des secteurs qui sont en avance dans la transformation digitale de l'administration publique ou qui sont acteurs de cette transformation.

2. Etat de l'art

Administration publique : Les administrations publiques sont des institutions qui produisent des services non marchands ou qui réalisent des opérations de redistribution du revenu et des richesses nationales. Elles sont financées principalement par des contributions obligatoires. Le secteur des administrations publiques comprend les administrations publiques locales, les administrations publiques centrales et les administrations de sécurité sociale. L'administration publique est un domaine d'étude de la science politique qui porte sur les formes d'organisation des États, sur l'organisation de la démocratie et sur la mise en œuvre des politiques publiques.

² Strengths Weaknesses Opportunities Threats

Elle concerne généralement tout ce qui a trait à l'action ou à l'organisation de la sphère publique (Marini, 2023).

Modernisation de l'administration : Modernisation vient du verbe moderniser qui veut dire dans notre contexte, selon le dictionnaire Larousse « *Organiser quelque chose d'une manière conforme aux besoins d'aujourd'hui* » (Larousse, 2023). Néologisme tiré du vocable « **moderne** », la modernisation s'applique à l'Administration publique sous la forme de la rénovation des structures et l'adaptation des procédures de l'administration en fonction des besoins et des moyens nouveaux, ainsi que sous celle de la rationalisation des procédures budgétaires et comptables (Marie-Christine, 2014).

Digitalisation : Le dictionnaire Larousse, définit le terme digitalisation comme étant « *le processus de transformation des services (financiers, commerciaux) d'une entreprise, par un recours accru aux technologies de l'information* » (Larousse, 2023). Nous pouvons alors déduire que la digitalisation est le fait de transformer des supports, des outils, des processus, des professions ou encore des procédures de l'état traditionnel à l'état digital par le biais de technologies. En effet, la digitalisation comprend des plateformes en ligne, des applications mobiles et d'autres outils numériques pour faciliter les échanges et optimiser les processus administratifs pour l'administration elle-même, ses usagers et ses partenaires.

Technologies de l'Information et de la Communication : Les TIC regroupent un ensemble de ressources techniques qui sont mises en œuvre pour produire, stocker, gérer, et transmettre l'information, elles jouent un rôle crucial dans l'efficacité des administrations dans les services publics offerts aux citoyens, en favorisant les échanges entre eux d'une part, et faire face à plusieurs problèmes rencontrés au quotidien au sein de l'administration d'autre part. Dans son article, Khalil explique que « la refonte des réformes administratives est essentielle pour moderniser la fonction des administrations publiques et passer à un modèle managérial intégrant le citoyen usager au centre de la gestion publique. C'est ainsi que l'utilisation des TIC a transformé le citoyen comme un consommateur des services publics avec des exigences et des attentes vis-à-vis de l'administration numérique » (Khalil & Benabdelhadi, 2021).

Transformation digitale : Selon l'OCDE, la transformation digitale fait référence aux mutations de l'économie et de la société induites par la digitalisation. Précisément, l'OCDE assimile l'administration électronique à l'utilisation des technologies de l'information et de la communication et en particulier de l'Internet en tant qu'outil permettant de mettre en place une administration de meilleure qualité (OCDE, 2004). Pour Gregory, la transformation digitale renvoie à un processus qui vise à améliorer une entité en déclenchant des changements

importants dans ses propriétés grâce à des combinaisons de technologies de l'information, de l'informatique, de la communication et de la connectivité (Gregory, 2019).

Digitalisation de l'administration publique : La digitalisation de l'administration publique quant à elle renvoie à l'utilisation et l'intégration des Technologies de l'Information et de la Communication dans la façon d'être et de travailler de l'administration publique (Jaber, et al., 2023).

2.1. Avantages de la digitalisation

Le but ultime de toute transformation des administrations publiques est de mieux répondre aux exigences de l'environnement national et international et d'atteindre la performance organisationnelle à travers une efficacité socio-économique, la mise en place d'une administration au service du citoyen et de l'entreprise, responsable de la continuité des services publics soumis aux normes de qualité et servant l'intérêt général (Bartiche & Erraoui, 2021). La modernisation de l'administration est un levier d'amélioration des performances de l'administration, cette dernière doit être l'image de ce que la modernité peut apporter à notre société, à savoir « **la transparence** », « **l'efficacité** » et « **la rapidité** ». Ces trois éléments sont les principaux indicateurs de performance de l'administration. La notion du gouvernement transparent signifie généralement le fait que les citoyens en plus d'avoir accès à l'information, aux documents et aux procédures, peuvent participer à « l'action gouvernementale ». Le terme transparence désigne le fait de mettre à la disposition des citoyens, les informations récentes, complètes, pertinentes et fiables sur les activités gouvernementales (Audet, 2012). En revanche, la transparence contribue certainement à la bonne gouvernance et constitue un obstacle à une pratique qui est très répandue au sein des organisations : « La corruption ». En effet, la digitalisation permet de renforcer la lutte anticorruption visant à éviter l'usage des charges publiques à des fins personnelles, il s'agit concrètement d'éviter l'acceptation, la sollicitation de pots-de-vin, du clientélisme et du népotisme (Sabri & Khomsi, 2022). Pour Wandaogo également, la digitalisation permet de réduire la corruption en limitant les interactions individuelles tout en automatisant les procédures (Wandaogo, 2022).

En outre, la digitalisation permet de moderniser l'administration publique en la dotant des nouvelles interfaces qui améliorent sa relation avec les usagers, à l'exemple d'effectuer des démarches sans déplacements d'où la disparition de la notion de distance et de contrainte de zone géographique. D'une manière générale, l'administration électronique vise deux volets principaux : un meilleur service rendu à l'utilisateur et une meilleure efficacité de l'administration.

En plus du fait de moderniser les tâches en interne, la digitalisation peut améliorer les services publics rendus au citoyen en lui faisant gagner du temps à travers la simplification des démarches administratives. Elle permet aux usagers de ne plus se déplacer de guichet en guichet, elle centralise et coordonne les procédures électroniques des différents départements ministériels afin qu'elles puissent être accessibles de la même façon (Sabri & Khomsi, 2022). La digitalisation met l'utilisateur au centre des démarches, réduit les contentieux qui puissent naître entre l'administration et le citoyen, offre à l'administration la possibilité de répondre aux réclamations des usagers avec promptitude, permet la réhabilitation de la confiance entre le citoyen et l'administration et favorise la prise de décisions éclairées (Benabdelhak, 2022). En règle générale, moins il y a d'intervention humaine, plus nous évitons les erreurs. Ainsi, la digitalisation permet une certaine automatisation des processus qui simplifie la gestion (Hattab, 2016). A titre illustratif, l'automatisation des données permet à l'utilisateur de ne plus saisir les informations personnelles plusieurs fois sur les formulaires numériques puisqu'elles sont déjà enregistrées dans la base de données. La dématérialisation donne l'opportunité à l'utilisateur au sein d'une administration publique par exemple de retrouver et de consulter ses documents via son compte comme il peut les modifier en quelques clics. D'autres ont montré que la digitalisation permet de renforcer la confiance des citoyens envers leurs dirigeants en améliorent les interactions avec les citoyens. Avec la dématérialisation, les États peuvent accroître l'offre de services publics, encourager la participation des citoyens à la prise de décision, et faciliter l'accès aux informations relatives à la gestion publique (Wandaogo, 2022). L'intégration des populations marginalisées, comme les personnes à besoins spécifiques, est également facilitée par la digitalisation grâce à l'accès facilité aux services et prestations de l'administration. Ce qui favorise le processus démocratique et la participation active de l'ensemble des citoyens dans la vie politique (Jaber, et al., 2023). Pour Khalil, « la digitalisation permet à l'administration d'interagir plus rapidement avec les usagers, d'utiliser divers moyens de communication pour une information complète et transparente, de simplifier les procédures administratives et réduire les coûts, et aussi de fournir à l'aide de la participation des citoyens usagers, des services personnalisés répondant à leurs besoins favorisant ainsi la démocratie et la bonne gouvernance » (Khalil & Benabdelhadi, 2021). Elle contribue au renforcement des valeurs de la démocratie, la réduction des inégalités sociales et dans l'amélioration de la compétitivité économique des pays (Srivastava, et al., 2007).

L'intégration des TIC dans les organisations a permis de générer de nouvelles pratiques et services. Les gestionnaires publics pourraient alors rechercher, dans les TIC, des possibilités de

générer de nouvelles pratiques de citoyenneté ou de valoriser les pratiques existantes (Michel, 2005). Les TIC jouent un rôle essentiel dans le fonctionnement de l'État, en améliorant son accessibilité, son efficacité et sa responsabilité (Brahim, et al., 2023). Il est généralement admis dans la littérature autour de la transformation digitale de l'administration publique que la digitalisation impacte positivement l'efficacité de l'administration publique. Cet impact induit l'amélioration de la compétitivité économique nationale, à travers la rationalisation des procédures administratives, l'accessibilité des services administratifs et l'optimisation des délais de prestations (demandes d'autorisations...). Cela stimule les investissements et encourage les investisseurs étrangers (Jaber, et al., 2023). Par ailleurs, la digitalisation de l'administration contribue à l'amélioration de l'efficacité et la performance économique à travers l'augmentation des recettes de l'Etat, ce qui fait qu'elle représente un enjeu majeur pour booster l'économie. Elle permet une meilleure optimisation des ressources et du temps de travail à travers la disparition des tâches répétitives. C'est aussi une avancée écologique : le « **zéro papier** » qui permet de minimiser la consommation du papier ce qui constitue un moyen pour préserver l'environnement d'une part, et constitue une aubaine pour réaliser des économies sur la réduction des charges de fonctionnement. En outre, la digitalisation permet à l'administration d'améliorer la conservation des documents, optimiser la communication entre l'administration et ses usagers, supprimer les démarches non nécessaires à la demande d'un service, toucher un plus grand nombre de personnes et rendre accessible l'information et les services publics. D'un autre point de vue, la digitalisation facilite la collaboration interne au sein de l'administration publique, notamment à travers le partage d'informations entre services. C'est aussi la possibilité de stocker de grandes quantités d'informations sur une durée indéterminée afin d'y avoir accès à tout moment, sans grand risque de perte ou de détérioration (Wandaogo, 2022). Et en plus de son aspect de modernisation de l'administration, la digitalisation contribue à l'interconnectivité intra et inter-administrations (Jaber, et al., 2023). Au sein même de l'administration publique, les administrateurs et les gestionnaires bénéficient d'un gain de temps considérable dans l'exécution de leurs missions, ce qui se traduit généralement par une optimisation de la charge de travail induite par l'utilisation d'un système d'information digital. A l'intérieur de l'Administration, les NTIC permettent la connexion du personnel et la continuité des services. Au-delà des objectifs portant sur l'amélioration de la coordination et la circulation de l'information, on note la fluidification des processus entre différents Services, Divisions et Directions. En effet, elles contribuent à améliorer les relations interdépartementales ; l'objectif consiste dans le partage des correspondances, des expériences,

des pratiques et des informations utiles d'intérêt général (Benabdelhak, 2020). L'introduction de l'administration numérique a un impact positif sur l'équilibre des intérêts de toutes les parties prenantes (Khalil & Benabdelhadi, 2021).

2.2. Passage à une administration digitale

Réussir le changement organisationnel dans un contexte marqué par la transformation digitale est un défi qui interpelle les managers à développer des capacités organisationnelles permettant de faciliter la transition de l'organisation classique jugée très rigide vers une organisation innovante et agile (Chaanoun, et al., 2023). Il faudrait considérer la transformation digitale de l'administration publique comme un changement d'un état traditionnel à un état moderne de l'administration. Or, la réalisation de tout changement exige la formulation d'un cadre clair ; la vision, à rendre opérationnelle progressivement pour faciliter la compréhension par les collaborateurs de ce qu'ils doivent faire pour atteindre un objectif, une motivation, une énergie et un engagement vis-à-vis du changement. Elle leur permet aussi de visualiser leurs propres rôles dans le processus de changement, ce qui implique une amélioration de la coopération et le dépassement de la résistance. Elle comprend trois composantes : un objectif réaliste et accessible, les raisons du changement, et une représentation du futur qui traduit les valeurs de la nouvelle organisation et ce que doivent compléter les collaborateurs. Elle doit être le résultat d'un consensus majoritaire des parties prenantes en adoptant une approche participative et implicative tout en étant exprimée publiquement (Balogun & Hailey, 2005).

Les administrations connaissent plusieurs difficultés liées à la complexité des procédures, à la lenteur des opérations, à la mauvaise coordination, au manque de coordination dans certains cas, aux pertes massives du papier, etc. Lesquelles difficultés se doublent de problèmes de conservation, d'archivage, de traçabilité et donc d'accessibilité et de communication. En outre, face à un contexte socio-économique en mutation, avec une société qui utilise de plus en plus les TIC dans son quotidien, une transformation profonde du fonctionnement des services de l'Etat s'impose. En effet, les TIC sont devenues, plus que jamais, les leviers proclamés d'une telle transformation. L'OCDE, recommande que les outils digitaux soient davantage conçus et utilisés comme des vecteurs de transformation des organisations administratives non seulement en vue d'améliorer l'efficience et l'efficacité, mais également afin d'améliorer les relations de l'administration avec ses différents usagers (OCDE, 2004). Néanmoins, dans sa digitalisation, l'administration publique des pays en voie de développement particulièrement celle du Niger, fait face à des réalités notamment celles liées au rythme rapide des progrès technologiques et

les coûts élevés de l'acquisition et renouvellement fréquents des équipements. Plusieurs facteurs entravent la réussite d'une bonne démarche de transformation numérique, tel que le cadre juridique dont le changement est un impératif, car la législation utilisée dans le monde analogique ne peut être transférée à la nouvelle réalité numérique, une adaptation des lois est nécessaire pour évoluer à l'ère numérique (Khalil & Benabdelhadi, 2021).

3. Etat des lieux

L'environnement numérique du Niger compte plusieurs fournisseurs d'accès internet et cinq (05) opérateurs de télécommunications parmi lesquels on trouve l'opérateur national Niger Télécoms. En termes de réalisations d'infrastructures télécoms publiques, l'État du Niger a lancé en 2015 un programme de construction d'un Backbone national en fibre optique d'environ 4 000 km. Le programme lancé dans sa première phase avait pour objectif de mettre en place une infrastructure de collecte très haut débit entre les grandes localités du pays afin de mettre à jour et/ou remplacer les réseaux de collecte satellitaires existant depuis plusieurs années.³ Un autre projet de la Dorsale Transsaharienne (DTS), a été lancé depuis 2017 pour le déploiement et la réhabilitation de 1 000 km de réseau fibre optique. Rassemblant certains de ses pays frontaliers notamment, le Benin, l'Algérie, le Tchad, le Nigeria, ce projet avait pour but d'aider diverses localités du Niger à s'interconnecter aux pays limitrophes (au regard de la grande superficie que couvre le Niger et de sa faible densité) en fibre optique.

L'accessibilité aux informations relatives aux démarches administratives au Niger, est possible à travers un portail web dénommé **Niger Online**. Il intègre plusieurs fonctionnalités adéquates, effectives, accessibles à toutes les couches sociales avec du contenu sonore en langues locales (Zarma, Haoussa) pour faciliter son accès et son exploitation aux usagers. Ce portail marque un tournant de l'administration vers la digitalisation afin de faciliter l'interaction de celle-ci avec les usagers. Son objectif est de digitaliser les différentes procédures en vue de faciliter l'obtention de documents administratifs.

Le Système Informatisé de Suivi des Impôts et des Contribuables (e-SISIC) du Niger, est un service de la Direction Générale des Impôts (DGI) qui permet de déclarer et payer les impôts et taxes par voie électronique. Pour les contribuables, cette plateforme vise, entre autres, à faciliter les échanges à distance avec l'administration fiscale et l'accès aux dossiers fiscaux, réduire les temps consacrés à la gestion des questions fiscales et par conséquent améliorer la

³ (État des lieux de l'infrastructure régionale / identification des liaisons / manquantes et secours / capacités aux frontières dans l'espace UEMOA, 2020)

productivité de l'entreprise, sécuriser le paiement des impôts, garantir la transparence dans la gestion du dossier fiscal, etc. Ensuite, pour l'administration fiscale, l'e-SISIC permettra d'améliorer non seulement le civisme fiscal et standardiser les procédures, mais aussi automatiser les échanges avec les autres administrations. Aussi nous avons les Systèmes Electroniques Certifiés de Facturation (SECeF) qui sont désormais utilisés pour émettre les factures certifiées conformément à la loi de Finances. Ce portail offre la possibilité aux opérateurs économiques de produire des factures certifiées en ligne au profit de leurs clients et représente une fois de plus une nouvelle approche de maîtrise de recette fiscale.

Le Portail du Guichet Unique du Commerce Extérieur du Niger (GUCE-Niger) est un système d'informations et de facilitation du commerce extérieur, électronique et dématérialisé, destiné à simplifier et à moderniser les procédures pour faciliter le passage des marchandises à l'entrée et à la sortie du territoire du Niger. Avec le portail GUCE-Niger la communauté commerciale du Niger peut désormais effectuer les formalités de dédouanement en ligne, de façon efficace et efficiente. Il offre un point d'entrée unique pour toutes les opérations d'importation, d'exportation et de transit au Niger. Il permet également de dynamiser le commerce, en réduisant le temps et le coût des transactions au profit des opérateurs nigériens, et d'accroître les recettes du pays. Mieux, il s'agit d'une interface en ligne permettant l'accomplissement des formalités relatives au commerce extérieur au Niger depuis la phase de pré-dédouanement jusqu'au poste d'acheminement sur toute l'étendue du territoire.

En outre, le Niger dispose d'une stratégie destinée au développement des TIC. Dans la vision du Niger à l'horizon 2035 inscrite dans la Stratégie de Développement Durable et de Croissance Inclusive (SDDCI), l'Agence Nationale pour la Société de l'Information (ANSI) a élaboré une stratégie nationale de développement des TIC intitulée NIGER 2.0. Cette dernière comporte quatre (04) axes : l'e-gouvernement, la promotion du numérique, les villages intelligents et la cité de l'innovation. Au Niger, l'e-gouvernement vise une « Administration "Zéro-Papier" d'ici 2028 » et se base sur le Réseau Informatique National de l'Administration (RINA) qui permettra aux structures centrales et déconcentrées de l'Etat d'utiliser les applications métiers de l'administration, ainsi que les solutions de gestion. Par ailleurs, en 2022 l'Index des Nations Unies classait le Niger à la 188^e position sur 193 pays en termes de développement de l'e-gouvernance avec un score de 0,2406.

4. Analyse SWOT

Le diagnostic organisationnel est un processus qui consiste à évaluer le fonctionnement d'une organisation en vue d'identifier les causes d'un problème, d'améliorer sa performance et de l'aider pour relever certains défis (Bareil, 1999). Afin d'analyser le contexte de la transformation digitale de l'administration nigérienne, nous ferons usage de la méthode SWOT (Strengths, Weaknesses, Opportunities, and Threats) : Forces, Faiblesses, Opportunités et Menaces.

4.1. Les forces

La population du Niger constitue une véritable force pour le développement du numérique. En effet, la jeunesse de la population nigérienne (plus de la moitié de la population, a moins de 15 ans) pourrait être un levier pour le développement des compétences numériques et le développement du secteur en général. Ensuite, l'engagement de l'Etat du Niger à soutenir le développement digital est très salubre. Le Niger dispose d'un cadre juridique et institutionnel assez structuré, on constate, sur la période 2013-2020 l'adoption de plusieurs textes visant à combler les lacunes du cadre applicable. Enfin, une dernière force de l'environnement numérique nigérien sont les investissements consentis dans les infrastructures. On note la construction d'un backbone national et d'interconnexions internationales avec le projet Dorsale Transsaharienne de fibre optique et la création d'une dynamique avec l'utilisation des ressources du FAU (Fond d'Accès Universel) pour la desserte numérique des zones rurales.

4.2. Les faiblesses

Le coût élevé des terminaux mobiles reste également un frein important à l'atteinte de l'équité numérique. En 2021, le Niger est selon l'Alliance for Affordable Internet (A4AI) l'un des pays africains où les smartphones sont les plus chers (60 USD/ 36.377 FCFA en moyenne). Ce prix est élevé en comparaison au pouvoir d'achat dans le pays. L'insuffisance de l'énergie électrique est aussi une autre faiblesse de l'environnement numérique nigérien. L'électricité étant la ressource indispensable de toute technologie numérique, l'amélioration de taux de couverture permettrait aux usagers et entrepreneurs du numérique de bénéficier pleinement de l'électricité. Il faut bien distinguer le taux d'accès à l'électricité, qui correspond au nombre de personnes qui résident dans un lieu où l'électricité est disponible, du taux d'électrification qui désigne le nombre de personnes qui ont réellement accès à l'électricité. Au Niger, le taux d'accès à l'électricité tourne autour de 30 à 35 % de la population totale, tandis que le taux d'électrification est d'environ 13 % en 2021. Sur le plan économique, le monopôle de fibre

optique attribué à l'opérateur national est un frein au développement du réseau fibre optique national et influe énormément sur le prix de l'internet par manque de concurrence dans le domaine. Sur le plan institutionnel, on constate que le Niger ne dispose pas d'un Datacenter national qui aurait hébergé toutes les données digitales de la nation pour toute fin utile. Et enfin, sur le plan social, le niveau d'acculturation au numérique est faible au sein de la population en général.

4.3. Les opportunités

Une des ressources clés pour le développement de toute industrie, y compris numérique, est l'énergie. Or le Niger dispose d'une diversité des ressources énergétiques. En effet, malgré son faible taux d'électrification, le Niger dispose d'une grande quantité et d'une variété de ressources énergétiques, qui permettraient de développer la production domestique d'électricité et par conséquent le taux de couverture. Le pays bénéficie tout d'abord des ressources hydrauliques du fleuve Niger et de ses affluents dont le potentiel est évalué à 278 MW, d'un fort ensoleillement favorable au développement de l'énergie solaire dont les valeurs moyennes mensuelles observées varient de 5 à 7 kWh/m² par jour, et la durée de l'ensoleillement moyen est de 8 heures par jour, et enfin de réserves de charbon qui sont évaluées à plus de 90 millions de tonnes⁴. Plus encore, selon l'Association nucléaire mondiale (WNA), le Niger s'est classé au septième rang des fournisseurs d'uranium en 2021 avec une production de 311 100 tU (soit 5 % de l'approvisionnement mondial). Une autre opportunité est la maturité de l'environnement numérique nigérien. On constate une stabilité du cadre juridique et institutionnel, la disponibilité des établissements d'enseignement supérieur qui forment des profils spécialisés dans le numérique, des acteurs d'appui et des incubateurs favorisent l'innovation et l'entrepreneuriat dynamiques.

4.4. Les menaces

En ce qui concerne les menaces dans l'environnement numérique nigérien on peut prendre en considération d'une part, les questions sécuritaires et d'autre part, la situation géographique du pays. S'agissant des questions sécuritaires, le Niger est un pays au cœur du sahel, faisant face à des défis sécuritaires importants. En effet, l'enjeu sécuritaire au Niger est un obstacle pour l'accessibilité des populations aux services du numérique et d'électricité. La crainte de vandalisme et de dégradation des infrastructures, dans les zones d'insécurité sujettes au

⁴ (Document de Politique nationale de l'électricité, Ministère de l'Énergie, octobre 2018)

terrorisme, justifie le manque d'investissement. De par sa situation géographique, le Niger, pays enclavé, ne disposant pas d'un accès direct à l'Océan Atlantique, transite nécessairement à travers d'autres États pour accéder aux câbles sous-marins.

Conclusion

L'administration de demain aura indubitablement comme profil celui de l'e-administration. Le tableau du citoyen, avec un dossier plastifié sous le bras, chargé de classeurs et de documents, serait possiblement en voie de disparition et le monstre qu'il redoute à chaque arrivée dans des bureaux administratifs, se changera en un compagnon et un soutien dans sa vie professionnelle, économique et sociale, et il lui deviendra impossible de travailler sans son aide (Belghiti, et al., 2022). Au Niger le secteur du digital présente de nombreuses opportunités. Néanmoins, il y a lieu de constater que le pari de digitalisation de l'administration publique nigérienne n'est pas encore gagné. C'est pourquoi, il faudrait repenser la manière à travers laquelle la digitalisation est mise en œuvre et identifier les initiatives clés visant à moderniser les processus administratifs, à mieux servir les citoyens et à les satisfaire. Par contre, la mise en place effective de l'administration digitale au Niger nécessite de consacrer des investissements considérables et faire face à des multiples défis. Par ailleurs, le risque inhérent à la transformation digitale, la cyberattaque et la cybercriminalité, nécessite l'adoption des mesures prudentielles.

Cependant, cette recherche sur le rôle de la digitalisation de l'administration publique offre des implications significatives tant du point de vue managérial que scientifique. Du côté de la gestion, il est essentiel pour l'administration publique d'adopter des politiques de modernisation de son administration à travers une digitalisation effective de ses composantes et d'une nouvelle vision de management. Sur le plan scientifique, des pistes de recherche passionnantes incluent une caractérisation de l'environnement digital de l'administration publique nigérienne à travers la matrice de diagnostic interne et externe. Ces implications guideront les actions futures des autorités nigériennes pour faire face aux défis de la transformation digitale d'une manière beaucoup plus adéquate, conforme et adapté au contexte nigérien dans un monde en constante évolution.

Notre article s'intéresse à la digitalisation de l'administration publique nigérienne à l'échelle nationale et fait une analyse globale de sa transformation digitale. Or, l'administration publique étant un environnement complexe, la mise en œuvre de toute transformation la concernant, notamment digitale, doit être étudiée entité par entité. En outre, d'autres perspectives de recherches pourraient s'intéresser d'une manière beaucoup plus spécifique à la transformation



digitale de l'administration publique nigérienne secteur par secteur et composante par composante.

BIBLIOGRAPHIE

- Audet M.** & Serge B. (2012). « Les administrations publiques à l'ère du numérique. » Revue d'Analyse en Administration Publique, Volume 18 : numéro 1-2, pp : III-215.
- Balogun J.** & Hailey V. H. (2005). « Stratégies du changement, » PEARSON (France), 2^e édition, p : 228.
- Bareil C.** (1999). « Modèle diagnostic des phases de préoccupations : une approche utile dans la gestion des changements. » Revue du Département de Psychologie de l'Université de Sherbrooke, Volume 3 : numéro 1-2, pp :169-181.
- Bartiche S.** & Erraoui E. (2021). « Le Nouveau Management Public : outil de performance des organisations publiques. » International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics, Volume 2 : numéro 6-1, pp : 227-246.
- BELGHITI A.** et al. (2022). « Le développement des technologies d'information et de communication dans l'administration marocaine. » Revue Française d'Economie et de Gestion, Volume 3 : Numéro 6, pp :403-421.
- Benabdelhak K.** (2022). « La digitalisation, levier de simplification des procédures au sein de l'administration publique marocaine. » Revue Internationale du Chercheur, Volume 3 : Numéro 4, pp : 109 -124.
- Benabdelhak. K.** (2020). « Place des NTIC et de la communication digitale au sein de l'administration publique marocaine à l'ère du COVID-19. » Revue Française d'Economie et de Gestion, Volume 1 : numéro 5, pp : 138-157.
- Benazzou L.** & ETTAHIRI L. (2022). « Impact de la transformation digitale sur la performance de l'administration fiscale au Maroc : cas de la mobilisation des recettes fiscales. » Revue Française d'Economie et de Gestion, Volume 3 : Numéro 4, pp : 128-152.
- BRAHIM O.** et al. (2023). « Analyse de la satisfaction des utilisateurs professionnels à la croisée de la digitalisation de l'administration publique : cas de la DGI et de l'OMPIC. » Revue du Contrôle, de la Comptabilité et de l'Audit, Volume 7 : numéro 3, pp : 34-57.
- Chaanoun J.** et al. (2023) « Le rôle des acteurs dans la conduite du changement organisationnel à l'ère de la transformation digitale. » Revue Française d'Economie et de Gestion, Volume 4 : Numéro 4, pp : 474-491.
- Gregory V.** (2019) « Understanding digital transformation : A review and a research agenda. » The Journal of Strategic Information Systems, Volume 28 : Issue 2, pp : 118-144.

Hattab A. (2015). « L'e-administration et la gestion de la relation aux citoyens. Editions Harmattan. » Edition L'Harmattan, Collection Master Collectivités Territoriales et Politique Publique, pp : 1-148.

Jaber M. et al. (2023). « La RBV, une théorie sous-estimée dans la recherche sur la transformation digitale et ses effets sur la performance de l'administration publique. » Revue Française d'Economie et de Gestion, Volume 4 : Numéro 1, pp : 410-425.

Khalil Ibrahim A. & Benabdelhadi A. (2021). « La transformation digitale de l'administration publique : Revue de littérature systématique. » International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics, Volume 2 : numéro 5, pp : 579-591.

Khalil Ibrahim A. & Benabdelhadi A. (2021). « La transformation digitale de l'administration publique : Revue de littérature systématique. » International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics, Volume 2 : numéro 5, pp : 579-591.

LAAMRAOUI S. et al. (2023) « La résilience digitale : un concept à explorer. » Revue du Contrôle, de la Comptabilité et de l'Audit, Volume 7: Numéro 3, pp : 426-440.

Marie-Christine S. (2014). « Modernisation » Dictionnaire d'administration publique. FONTAINE, Presses universitaires de Grenoble, Droit et action publique, pp : 328-329.

Marini S. (2023). « La digitalisation et son rôle dans la performance des administrations publiques au Maroc. » International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics, Volume 4 : numéro 1-1, pp : 219-239.

Michel H. (2005). « e-Administration, e-Government, e-Governance and the Learning City: A typology of Citizenship management using ICTs. » The Electronic Journal of e-Government, Volume 3 : Issue 4, pp : 213-218.

OCDE (2004). « L'administration électronique : un impératif. » Etude de l'OCDE sur l'Administration Publique, pp : 11-228.

Sabri K. & Khomsi H. (2022). « Du service public au service au public : Revue de littérature sur la modernisation de l'administration. » Revue Internationale du Chercheur, Volume 3 : numéro 2, pp : 969-994.

Srivastava S. et al. (2007). « E-Government and Corruption: A Cross-Country Analysis. » ICIS 2007 Proceedings. 77.

Wandaogo A. (2022). « Digitalisation et efficacité de l'administration publique. » HAL Open Science, hal-03680335.